



Direction des Collectivités et de la Légalité
Bureau du Contrôle de Légalité de l'Urbanisme
et de l'Environnement

Perpignan le 3 avril 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° PREF DCL BCLUE 2025 093 - 0001
prolongeant pour un an la durée de l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le
territoire de la commune de Néfiach exploitée par la SARL CUFI FRÈRES

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le Code de l'Environnement ;
- Vu** l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté du 09/02/04 (modifié par arrêté du 24/12/09) relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 1584 du 23 mai 2003 autorisant la société d'exploitation CUFI FRÈRES à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Néfiach ;
- Vu** l'Arrêté préfectoral complémentaire n° 2023150-0001 du 30 mai 2023 autorisant la société d'exploitation CUFI FRÈRES à poursuivre l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Néfiach pour 2 ans ;
- Vu** le dossier de demande d'autorisation environnementale relatif au renouvellement d'exploitation de la carrière déposé le 12 mars 2025 (téléprocédure) ;
- Vu** la demande transmise par courrier du 19 mars 2025, de prolongation sur un an de l'autorisation d'exploiter la carrière de sables et graviers, située au lieu-dit « Bente Farine » de la commune de Néfiach ;
- Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 25 mars 2025 ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant confirmée par courrier du 27 mars 2025 ;

Considérant que l'autorisation actuelle de la carrière de sables et graviers, située au lieu-dit « Bente Farine » de la commune de Néfiach arrive à échéance le 23 mai 2025 ;

Considérant que la société CUFI FRÈRES a téléchargé le 12 mars 2025 une demande de renouvellement pour l'exploitation de la carrière de sables et graviers, située au lieu-dit « Bente Farine » de la commune de Néfiach, et que cette demande est en cours d'instruction ;

Considérant qu'en parallèle la société CUFI FRÈRES a adressé le 19 mars 2025 une demande de prolongation sur un an de l'autorisation d'exploiter la carrière de Néfiach déposée en application de l'article R. 181-49 du CE, afin de permettre la continuité de l'exploitation de la carrière pendant le délai d'instruction de la demande de renouvellement ;

Considérant que la nouvelle demande de prolongation sur un an de l'autorisation d'exploiter la carrière de Néfiach ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du CE ;

Considérant que les capacités des activités exercées sur la carrière seront identiques durant l'année d'activité supplémentaire ; que l'emprise du site est inchangée ; que le gisement exploité est déjà autorisé ;

Considérant que l'activité est strictement encadrée par des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1584 du 23 mai 2003 ;

Considérant que la prolongation de la durée d'exploitation ne rend pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du CE, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu d'actualiser le montant des garanties financières (GF) sur la période prolongée, conformément à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 modifié ;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté complémentaire réglementant la poursuite de son activité ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

En application de l'article R. 181-49 du Code de l'Environnement, la société d'exploitation CUFI FRÈRES est autorisée à prolonger l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Néfiach, pour une durée supplémentaire d'un an, soit jusqu'au 23 mai 2026.

La consistance des installations autorisées initialement est inchangée, avec un tonnage maximal annuel à traiter de 40 000 t, sur une superficie totale de l'ensemble des terrains concernés de 6,9 ha.

Aux termes du délai supplémentaire, les conditions de réaménagement du site autorisées initialement sont inchangées. Le site est remis dans un état garantissant la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 2 - ARTICLES MODIFIÉS

ARTICLE 2.1

Le 1er alinéa de l'article 2 « durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n° 1584 du 23 mai 2003 susvisé, est complété par la disposition suivante : « *l'autorisation d'exploiter est prolongée pour une durée d'un an à compter de la fin de la durée d'autorisation d'exploiter précédente, soit durant la période du 23 mai 2025 au 22 mai 2026* ».

ARTICLE 2.2

Le 1er alinéa de l'article 6 « conformité aux plans et données du dossier » de l'arrêté préfectoral n°1584 du 23 mai 2003 susvisé, est modifié par la disposition suivante : « *La carrière et autres installations seront implantées, réalisées, exploitées, et le site réhabilité conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation et dans le dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté* ».

ARTICLE 2.3

Le tableau de l'article 10-2 « montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° 1584 du 23 mai 2003 susvisé, est modifié de la manière suivante :

<u>Périodes</u>	<u>Montant Euros TTC</u>
5 (période complémentaire) du 23 mai 2023 au 22 mai 2026	54 390,00 €

ARTICLE 2.4

Le 1er alinéa de l'article 10-3 « attestation de constitution des garanties financières » de l'arrêté préfectoral n°1584 du 23 mai 2003 susvisé, est complété par la disposition suivante : « *le document attestant de l'actualisation des garanties financières sur la période prolongée du 23 mai 2023 au 22 mai 2026, doit être transmis avant le 31 mai 2025* ».

ARTICLE 3 - PLANS

Les plans joints au présent arrêté sont annexés à l'arrêté préfectoral n° 1584 du 23 mai 2003 susvisé.

ARTICLE 4 – PUBLICATION - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En vue de l'information des tiers le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>:

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté.

En application de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue aux précédents alinéas doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

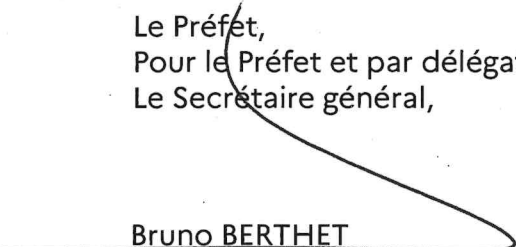
La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION – AMPLIATION

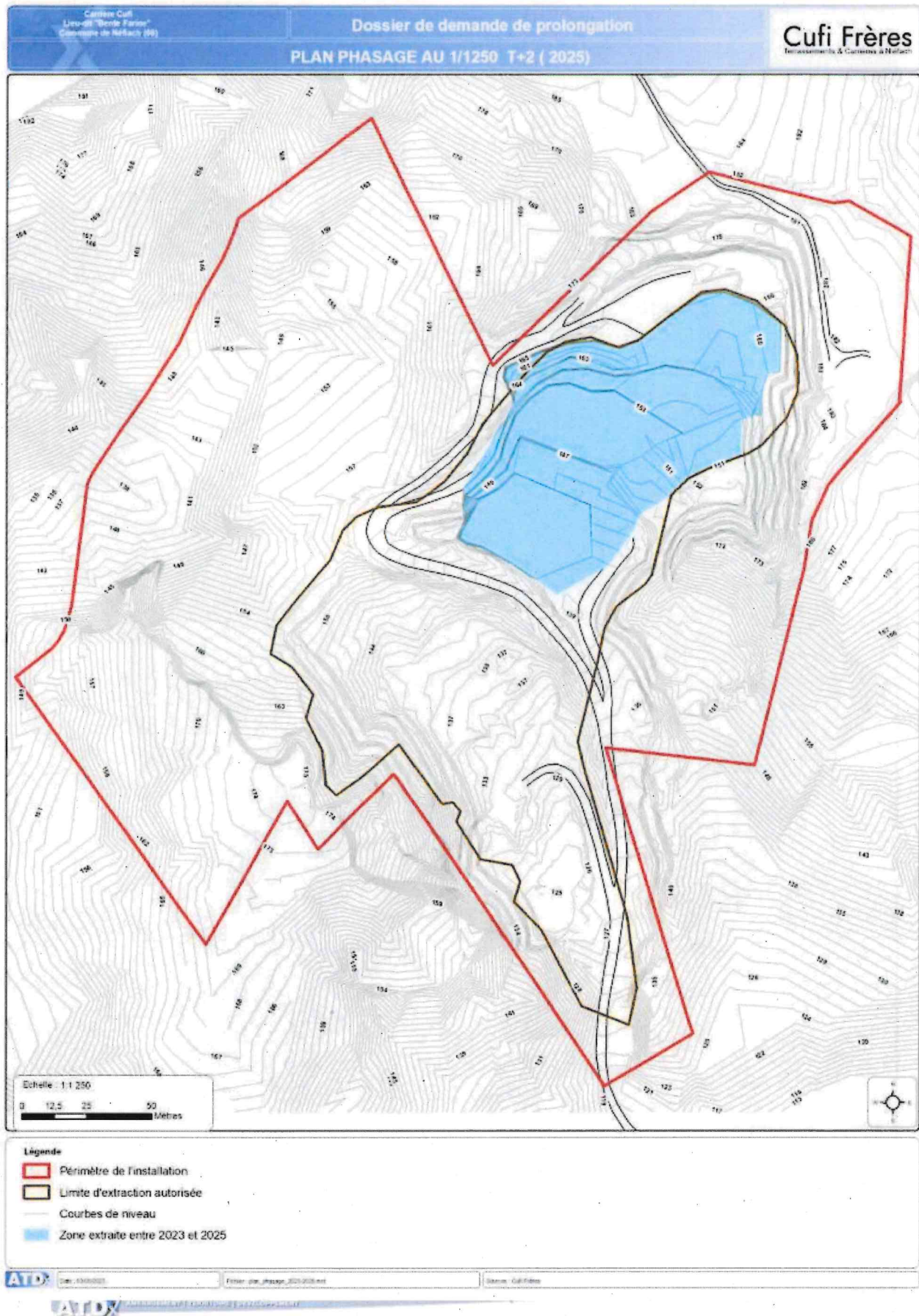
Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Maire de la commune de Néfiach, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL CUFİ FRÈRES, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- à Monsieur le Maire de la commune de Néfiach ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

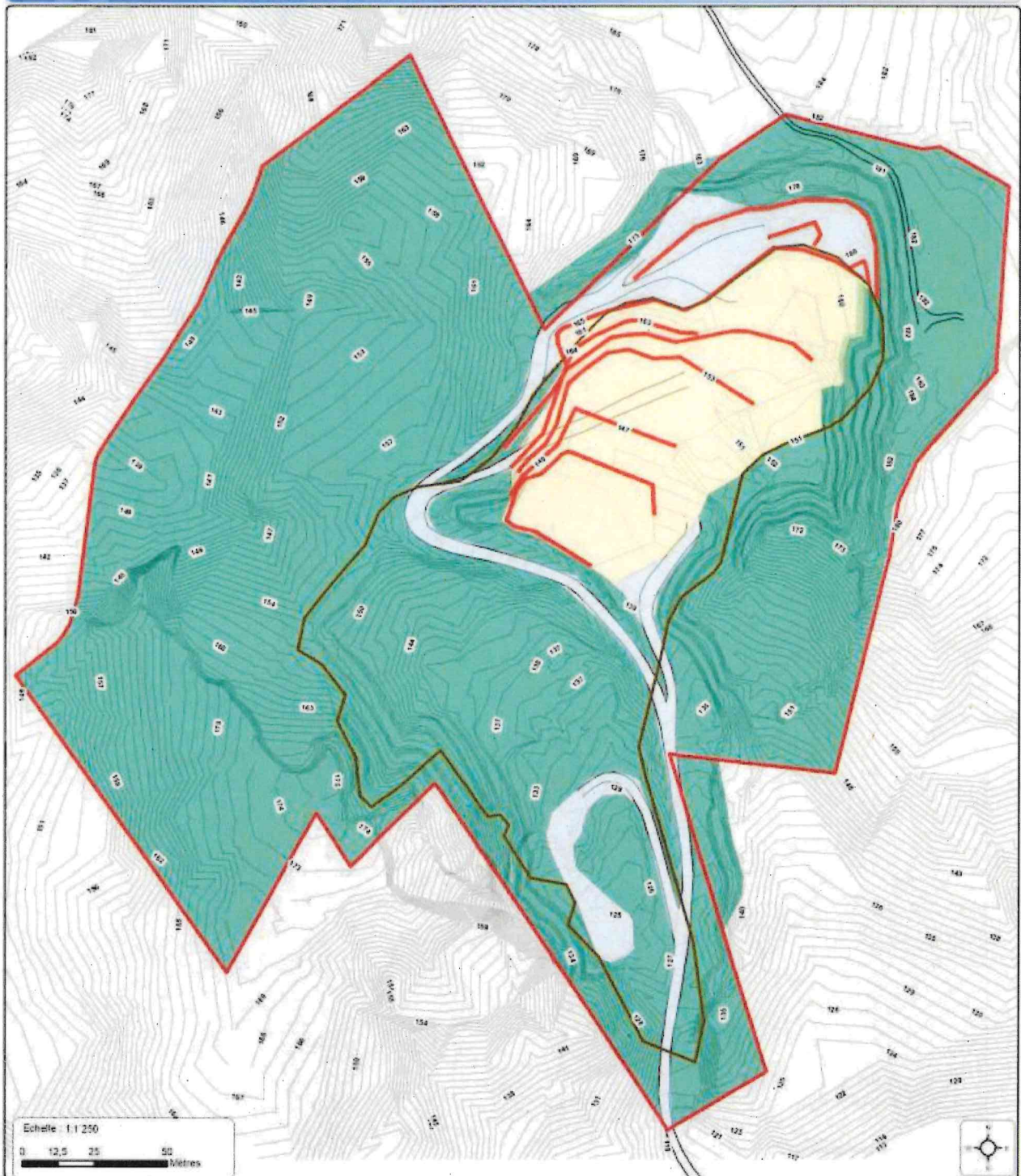
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Bruno BERTHET

Annexes



PLAN DES GARANTIES FINANCIERES 2023 - 2025 AU 1/1250



Légende

 Périmètre de l'installation

 Limite d'extraction autorisée

S1 : surface des infrastructures

S2 : surface en chantier

Surface réaménagée ou non exploitée

— Courbes de niveau